Allos Sports

Basket : Aix-Maurienne se maintient dans le trio de tête et peut espérer le retour en Pro B.

Football : Alors que la bataille fait rage au premier niveau départemental (Excellence) où quatre équipes semblent bien placées pour la montée en championnat régional, Cognin, Chambéry SF (II), Haute Tarentaise et ES Tarentaise, quelques étages plus haut, en CFA2 (5e niveau national), Aix les Bains peine pour éviter l'encombrante lanterne rouge dont elle voudrait bien se débarrasser.

Rugby : Les équipes de F1 et F3 sont au repos (c'est bizarre car on joue en Top 14 et l'on se repose en fédérales où il n'y a guère d'internationaux). En F1, le SOC après un large succès contre le dernier, Vienne, prépare un délicat déplacement chez le leader incontesté, Bourg en Bresse. En Honneur interrégional, le SOUAlbertville est toujours 6e après un succès convaincant face au 2e, le Rhône Sportif. Quant à Aix les Bains, une courte défaite à Eymeux ne l'empêche pas de conserver la tête. En Promotion d'honneur, La Motte-Servolex, vainqueur à Echirolles peut encore espérer disputer la phase finale tandis que La Ravoire reste coincée au 9e rang (sur 10).

Ski alpin : Très belle fin de saison pour Alexis Pinturault qui glane son 4e succès en Géant et obtient sa 6e victoire en Coupe du Monde. Le skieur de Courchevel peut monter sur le podium du classement général de la Coupe du Monde (il est actuellement 3e derrière Hirscher et Kristoffersen) . En slalom spécial, J. Lizeroux et A. Pinturault peuvent finir dans les dix premiers. En Coupe du Monde Handisport, Marie Bochet a réalisé le grand chelem avec 13 victoires pour 13 courses, mais l'ambassadrice du Beaufort reste simple et n'en fait pas un fromage !

Handball : le Chambéry SH peut espérer la première place de sa poule en Coupe d'Europe, après un nouveau succès face à Pampelune. Cela serait un atout pour les quarts de finale. En championnat de France, les Chambériens restent en lice pour la 3e place après leur victoire à Aix en Provence. Et en ligue Dauphiné-Savoie, l'ASSAU a brillamment vaincu Annecy le Vieux et a recollé au peloton du milieu de tableau.

Gérard Simon

Carnet de deuils

Marthe Linossier nous a quittés

Femme de notre camarade Paul (*ancien résistant et ancien maire de La Bâthie*), Marthe Linossier s'est éteinte dans sa 94e année. Elle fut une militante pacifiste engagée, animant le Mouvement de La Paix sur la Basse Tarentaise. Elle y assuma des responsabilités en particulier au niveau de la trésorerie. A Paul, à toute sa famille, notre Parti et notre journal présentent leurs condoléances.

Adieu, petite Lola

«*Moi, je suis toute petite*», disait-elle du haut de ses quatre ans aux adultes qui l'entouraient. Mais elle ne grandira pas. La maladie en a décidé autrement, laissant chez tout le monde un terrible sentiment d'injustice. A Guy et Brigitte Karaguitcheff, ses grands parents, à son papa et à sa maman, à toute la famille bouleversée et très profondément touchée par ce drame, nous disons notre amitié et notre soutien. Nous partageons leur douleur.

A.D.

En souvenir d'Henriette Dutrait

Jacques Charmatz nous a envoyés un petit mot à propos d'Henriette Dutrait qui vient de nous quitter (*«à la suite d'une longue maladie de la mémoire»*).

Rappelant qu'Henriette Dutrait fut professeur de lettres classiques aux lycées Jules Ferry et Vaugelas de Chambéry, Jacques Charmatz écrit : «*Son cheval de bataille fut la poésie qu'elle diffusait dans ses classes et dans ses clubs de poésie. Ses élèves l'adoraient tant elle mettait une gaîté contagieuse à faire connaître Prévert, Aragon, Eluard, Lorca, Hikmet, Maïakovski, entre autres.*

Elle avait épousé le poète et professeur de lettres classiques Jean Dutrait. Militants passionnés d'action culturelle, ils ont contribué à la naissance et à l'existence de l'Espace Malraux. Elle fut une cheville ouvrière discrète, mais tenace, du cercle d'études marxistes pendant 10 ans (…) Elle aura beaucoup fait pour que la culture rayonne en Savoie».

En ces temps de régression des politiques culturelles, il est bien de le rappeler.

St Pierre d'Albigny : réunion publique sur la collecte des ordures ménagères mercredi 23 mars à 20h, salle des Augustins

Organisée par les communistes de l'ex-canton de St Pierre d'Albigny, cette réunion publique doit permettre de discuter d'un projet dont on parle depuis des années. Les élus municipaux sont évidemment conviés à participer aux échanges.

Les Allobroges Savoyards

Bimensuel départemental du PCF - N° 939 - mardi 15 mars 2016

Editorial

Il faut un débouché politique pour les luttes sociales, c'est urgent !

3 500 à Chambéry, 100 000 à Paris, 500 000 dans toute la France, les manifestations contre l'avant-projet de loi El Khomri ont rassemblé beaucoup de monde. Pour une première riposte, ce fut une belle riposte. Et, au moment où nous écrivons, cette riposte devrait avoir des prolongements importants, malgré les tentatives de division du mouvement menées par Manuel Valls. Ceci dit, ces tentatives n'ont eu que peu de succès jusqu'à présent, les rassemblements des syndicats réformistes pour obtenir seulement une «*réécriture*» de la loi travail ont fait flop (*aussi bien à Paris, quelques centaines de participants, qu'en province où les rassemblements réformistes ont été squelettiques*). C'est bien l'exigence du retrait de la loi qui a mobilisé. Le renouveau de combativité est porteur d'exigences fortes.

Cette relance des luttes se retrouve en Savoie au travers de résistances, de mobilisations et d'initiatives sociales et politiques qui comptent. A Carbone Savoie, la longue grève des salariés a posé avec force la question de l'emploi industriel dans nos vallées. A Chambéry, la bataille pour le maintien des pompes funèbres municipales en régie publique bouscule les certitudes ultralibérales. A Petit-Cœur, les communistes ont organisé un débat sur la casse du code du travail. A St Pierre d'Albigny, ils lancent le débat sur la collecte des ordures ménagères, dans les Bauges ils disputent le terrain au Front national au travers d'un trois pages documenté, en Maurienne ils envisagent une initiative pour l'emploi. Partout, ça bouge, et il faut continuer.

Car les actions syndicales menées contre le projet El Khomri et les initiatives politiques du PCF n'en sont pas encore à construire le débouché politique dont les salariés ont besoin. Le résultat des 3 élections partielles montre la longueur du chemin qui reste à parcourir. Dans la 10e circonscription du Nord, le candidat LR dépasse les 45 % des voix et le FN les 25 %, le PCF atteignant les 5 %, le PS dépassant à peine les 10 %. Dans la 2e circonscription des Yvelines, avec 70,75 % d'abstention, le PCF obtient 3,58 % des voix, le PS presque 13 %, le FN 9,38 %, et le candidat de droite 46 %. Dans la 2e circonscription de l'Aisne, le candidat de droite atteint 36,29 % des voix, le FN 28,81 %, le PS 15,55% et les 2 candidats du PCF, au coude à coude, tota-lisent 7,31 % des suffrages. On est bien loin du compte !

Si nous n'arrivons pas à construire un projet social et progressiste mobilisateur qui rassemble les forces de la gauche alternative, si les citoyens ne s'emparent pas du débat politique, nous n'offrirons pas aux luttes syndicales l'issue politique dont elles ont besoin.

Toute l'action du PCF vise à favoriser la construction d'un projet rassembleur. La question de la candidature à l'élection présidentielle viendra après. Le programme du Front de gauche «*L'Humain d'abord*» porte déjà en lui un socle intéressant de propositions, mais il faut absolument élargir la participation citoyenne à son enrichissement.

De nombreuses réunions publiques, des conférences, des débats pluralistes peuvent le permettre. C'est en nous y investissant que, tout en participant massivement à toutes les manifestations syndicales du moment, nous donnerons une issue durable aux luttes actuelles.

Alain Dupenloup

Sommaire : **Editorial - A propos de la suppression d'un train de nuit - Chambéry : toujours au sujet de la privatisation du funérarium - Riche débat à Petit Coeur - Aix les Bains : il faut un débat sur la réhabilitation des thermes - Chambéry : le plan de déplacements contesté - La lutte à Carbone Savoie - Allos sports.**

Savoie

La suppression du train de nuit Bourg-st-Maurice Paris témoigne des renoncements de la SNCF

Car cette suppression est un recul du service public. D'autant que le Dauphiné Libéré avance une hypothèse qui éveille toutes les craintes en écrivant : «*Les dés sont jetés, **à moins qu'un opérateur privé ne prenne le relais**, au 1er juillet 2016, le train Intercités de nuit Bourg-St-Maurice Paris restera à quai*». Le Paris St-Gervais est également concerné. Pour le gouvernement et la direction de la SNCF, il s'agit officiellement de faire des économies. Mais peut-être bien aussi d'ouvrir de nouvelles lignes au privé… car parmi les opposants à cette suppression, certains demandent une sorte de moratoire sur la décision, le temps que des intervenants privés se manifestent !

Par contre, le responsable cégétiste Antoine Fatiga défend le service public ferroviaire. Pour lui, le train de nuit répond à des besoins réels. Il faut évidemment améliorer l'offre de ce service public (*«Les wagons sont les mêmes qu'en 1978», affirme un élu*), mais il ne faut pas privatiser. Investir dans le service public ferroviaire s'inscrit d'ailleurs parfaitement dans le cadre de la lutte contre la pollution. Il faut donc le faire !

A la différence des citoyens de progrès, les élus de droite se positionnent essentiellement par rapport au tourisme. Pour eux, sans le train de nuit, «*la clientèle parisienne ne viendra plus*». Ce n'est pas faux, mais le train de nuit ne répond pas qu'aux impératifs touristiques des stations de ski. Antoine Fatiga voit bien plus large lorsqu'il explique : «*Ce train de nuit participe à l'aménagement du territoire. Il est utile pour les touristes, les gens du coin, les saisonniers*». C'est pour cette raison de fond qu'il faut maintenir le service public du train de nuit Bourg Paris.

Les arguments sur le coût financier d'un tel maintien n'abordent pas toutes les questions. Ils laissent de côté la réponse aux besoins, la lutte contre la pollution, l'aménagement du territoire, et donc «*oublient*» le gain que constitue en réalité le développement du rail public.

Région Auvergne Rhône-Alpes

A propos des indemnités des conseillers régionaux

Suite aux décisions démagogiques de Laurent Wauquiez (*concernant les indemnités des conseillers régionaux*), l'élu de la liste «*L'Humain d'abord*», François Jacquart, a remis les pendules à l'heure au travers d'une déclaration très politique. Il a en particulier déclaré à Laurent Wauquiez :

«*Comme bon nombre de responsables politiques de droite, vous considérez que la réduction des indemnités des élus est un signal donné aux électeurs pour que le monde politique retrouve du crédit. C'est feindre d'ignorer les raisons qui conduisent nos concitoyens à tourner le dos aux hommes politiques (…) Ce qui crée ce fossé, c'est la volonté de privilégier en permanence la satisfaction des financiers au détriment de l'emploi, du pouvoir d'achat, des services publics (…) C'est également la négation des votes de la population, comme en 2005, qui accentue la défiance*».

Puis François Jacquart appelle Laurent Wauquiez à donner l'exemple. «*Vous êtes encore parlementaire, et non président de la région à temps plein, c'est regrettable ! Et puisque vous êtes encore parlementaire, profitez-en pour déposer un projet de loi pour un véritable statut de l'élu permettant à chaque salarié d'exercer une fonction élective sans risquer son emploi !*

Profitez-en pour déposer un projet de loi qui remette à plat l'ensemble du système indemnitaire de nos assemblées, du local au national, empêchant les conflits d'intérêts et l'utilisation des indemnités de représentativité à des fins personnelles».

Estimant qu'un élu régional qui est indemnisé 1 700 euros net et qui passe un temps infini au service de ses concitoyens n'est pas un voleur (*même si des dérives sont à combattre*), François Jacquart poursuit, toujours à l'adresse du président du conseil régional : «*Lorsqu'un ancien président de la République touche plus de 100 000 euros pour faire une conférence, et que là il y a matière à s'offusquer, je ne vous entends pas*». Au fond, Laurent Wauquiez ne pointe que les petits...

LES ALLOBROGES SAVOYARDS
Bimensuel départemental du PCF
326 avenue Alsace Lorraine - 73000 Chambéry
Directeur de la publication :
Alain Dupenloup
Commission paritaire 0220 P 11348
Tél. 04 79 62 04 13 - Fax : 04 79 62 17 51

Imprimé par nos soins

BULLETIN D'ABONNEMENT POUR 1 AN

Nom - Prénom : .....

Adresse : .....

.....

☐ 22 euros

☐ Soutien à partir de 30 euros

à renvoyer avec le règlement à :
Les Allobroges Savoyards, 326 avenue Alsace Lorraine, 73000 Chambéry.

Date : .....

☐ Abonnement

☐ Réabonnement

Carbone Savoie

Une lutte déterminée qui dérange visiblement

Au moment où nous écrivons, nous ne savons pas ce que décideront les salariés de Carbone Savoie quant à la poursuite de leur mouvement. Tout va dépendre de l'attitude de la direction de Rio Tinto (*propriétaire de Carbone Savoie, qui veut vendre le groupe à Alandia Industries*). Mais ce qu'on peut d'ores et déjà affirmer, c'est que leur grève offensive et rassembleuse a suscité un fort soutien de la population locale. C'est sûrement pour casser cette solidarité (*et nuire aux grévistes*) que des inconnus ont nuitamment saccagé plusieurs bureaux de l'entreprise. Interrogé par nos soins le cégétiste David Pivier a été très clair : les syndicats condamnent fermement ces dégradations.

Le jeu irresponsable de la direction de Rio Tinto

Pour Yann Genet, délégué CGT de l'usine de Notre-Dame-de-Briançon, « *par son attitude, Rio Tinto porte la responsabilité du conflit* ». En effet, Rio Tinto cache la réalité de l'état de l'entreprise à l'acheteur, ce qui, à terme, ne peut que menacer l'emploi. Ainsi, les fours 5 et 9 datent de plusieurs décennies, le four 12 est dans un état lamentable, et, du coup, ces fours sont touchés par un taux de rebut de 25% ! Les syndicats demandent donc une expertise indépendante pour Notre-Dame, de même que pour les 4 fours de Vénissieux. Des investissements importants doivent être faits, mais Rio Tinto s'en tient au « *minimum syndical* », le « *déclaratif* » fait à Alandia ne reflétant pas du tout la réalité.

Et, non seulement la direction de Rio Tinto dissimule la vérité, mais, de surcroît, elle se conduit d'une façon provocatrice, ayant menacé Alandia de tribunal pour « *non respect de la confidentialité* », et ayant même rompu les contacts avec l'acheteur potentiel durant une semaine. Pour réussir à ne pas avancer, il n'y a pas mieux…

Les exigences légitimes de l'intersyndicale

Pour l'intersyndicale, Rio Tinto doit permettre une expertise sur l'état des installations (*pour faire un état des lieux*), ou bien mettre de l'argent en séquestre pour aider Alandia à réaliser les investissements nécessaires.

L'intersyndicale exige le maintien des effectifs avec des embauches. Yann Genet précise en effet qu'il va y avoir beaucoup de départs en retraite durant les deux années à venir. Il faut donc embaucher pour remplacer ces départs et former les nouveaux par la transmission des compétences.

Certes, selon ce qui a été acté, il ne devrait pas y avoir de plan social durant deux ans, mais la vigilance s'impose tant les directions disposent de moyens de pression pour « *faire le ménage* ».

Ce qu'est Alandia Industries et ce qui doit être fait

Alandia Industries est un fonds de retournement créé par de grandes familles françaises d'entrepreneurs qui investit dans des entreprises de plus de 50 salariés disposant de savoir-faire et d'actifs industriels. Ce fonds redresse l'entreprise achetée, souvent dans l'idée de la revendre ensuite à un industriel. Alandia n'est pas un mécène : les achats visent des entreprises ayant « *un historique de profits* ». Mais, selon Yann Genet, c'est la première fois qu'Alandia Industries s'attaque à une industrie lourde du type de Carbone Savoie. Non seulement c'est un peu nouveau pour le fonds de retournement, mais, de plus, il n'avait pas connaissance de la réalité des deux sites de Vénissieux et Notre-Dame-de-Briançon.

Une question majeure se pose donc : comment Alandia va-t-il assumer les investissements indispensables ? Arnaud Soirat (*chef de direction « métal primaire » à Rio Tinto*) envisageait d'ailleurs froidement de fermer Carbone Savoie si le repreneur n'avait pas la puissance financière voulue. On peut penser que Rio Tinto veut se débarrasser de Carbone Savoie sans mettre un centime dans la modernisation des sites. Rio Tinto n'a d'ailleurs investi que sur du « *défensif* », à savoir sur ce que les normes environnementales d'aujourd'hui le contraignaient à faire.

L'intersyndicale (*dont la CGT est une force très importante*) exige que Rio Tinto face les investissements nécessaires, « *remette en état* », avant de vendre à Alandia. C'est particulièrement vrai pour les spécialités qui ne seront pas relancées sans investissements.

Les salariés ont besoin d'une loi contraire à l'avant projet de la ministre El Khomri !

Quand on voit l'opacité du Monopoly financier en cours, on mesure mieux combien la loi El Khomri ne peut qu'aggraver les choses. Si les licenciements sont facilités, ce n'est pas la direction de Rio Tinto qui va s'en émouvoir… Il faut, au contraire, donner des droits nouveaux aux CE, aux syndicats et aux salariés pour qu'ils puissent influer sur les choix stratégiques et financiers des groupes industriels. C'est cela, l'avenir !

AG des personnels sur le parking de l'usine

Tarentaise

AG de La Pensée tarine

L'association «*La Pensée tarine*» s'est construite sur la philosophie de «*La libre pensée*». Elle tiendra son Assemblée générale le vendredi 25 mars, à partir de 10h, dans la salle de la mairie de Petit-Cœur.

A 13h, la traditionnelle choucroute du vendredi «*dit saint*» aura lieu au restaurant «*Le Capricorne*» à Notre-Dame-de-Briançon (*20 •, inscriptions avant le 22 mars*). On peut s'inscrire sur le portable de Patrick Surand au 06 81 36 22 27 ou auprès de Michel Billat au 04 79 22 50 51.

Luttes sociales

Michel Etiévent nous écrit

Devant la montée des luttes sociales dans notre pays, Michel Etiévent nous a envoyés une analyse dont nous livrons ici l'essentiel. Il écrit :

«*Depuis toujours je crois en la profonde utilité de l'enseignement de l'histoire. En particulier en insistant sur le fait qu'on observe une véritable imprévisibilité du peuple français. Que ce peuple, alors qu'on le croit endormi, se réveille régulièrement, nourri par des décennies de luttes, de réflexion, d'enseignement. Un peuple que l'on chasse par la porte et qui revient sans cesse par la fenêtre. Et cela, depuis l'aube du capitalisme*». Michel Etiévent cite alors 1789, 1830, 1848, 1934, la Résistance.

«*Et puis 68 qui secoue un pays avachi, puis 95, le CPE… et maintenant ce grand mouvement qui semble être de fond et qui conteste bien plus qu'une simple loi (…) Un mouvement horizontal qui ne répond plus seulement à des appels lancés par des organisations (et entrant en convergence forte avec elles), une base comme une vague nourrie de la mémoire des luttes, faite de nouvelles formes de combat (…)*». Michel conclut sur l'espoir retrouvé.

Chambéry

Le nouveau plan de déplacements contesté

L'Association savoyarde pour le développement des transports en commun (*L'Adtc, membre de la fédération nationale des associations d'usagers des transports, la Fnaut*), a organisé une réunion publique à Chambéry pour débattre du nouveau plan de déplacements concocté (*fort discrètement*) pour la ville.

Notant qu'aucun plan détaillé n'est publié (*alors que les travaux viennent de commencer*), l'association estime que ce qu'on sait du plan «*induit des correspondances très difficiles et des bus coincés dans les bouchons*». Le quartier de la gare serait sacrifié, «*sa place traversée en croix par les bus et les voitures*» au lieu d'être rendue aux piétons. L'association dénonce «*l'abandon de la desserte en bus du nouveau quartier de Valmar, en centre-ville de La Ravoire et l'abandon de la desserte de Technolac nord et du Bourget-du-Lac*». Elle pointe aussi l'abandon de la desserte fine de plusieurs quartiers, Les Hauts-de-Chambéry, Barby, La Ravoire, Barberaz, La Motte-Servolex, Le Biollay, Jacob-Bellecombette, Les Hauts-de-Bassens, Le Vieux-Leysse, ce qui fait beaucoup…

Dénonçant l'absence d'une vraie consultation de la population, l'Adtc regrette la privatisation du stationnement du centre ville (*«qui figera la situation et empêchera toute évolution pendant 30 ans»*), émet un avis négatif sur la création d'un parking de 600 places quai Charles Ravet (*pour attirer encore plus de voitures en centre-ville*), pointe l'absence de « *vision qualitative* » des aménagements urbains et paysagers de la part de la mairie, et conclut : «*Tout cela donne l'impression d'un bricolage*».

Le débat est donc lancé, et bien lancé, mais pas par Michel Dantin. Une question se pose : va-t-il tenir jusqu'au bout du mandat ?...

Conseil régional

Auvergne Rhône-Alpes

Les élus « L'Humain d'abord » ont déclaré

Cécile Cukierman est intervenue sur la réforme territoriale. Elle a déclaré : «*Dans les départements de notre région, les schémas de coopérations intercommunales poussent à grossir encore les intercommunalités, pour les regrouper en de grosses agglomérations faisant fi des projets portés par les élus locaux.*

D'une coopération intercommunale de projets, nous entrons dans l'ère de l'intercommunalité imposée. Face à cela, les représentants de la nouvelle majorité régionale dans les commissions intercommunales sont bien silencieux, quand ils n'accompagnent pas ces choix».

Sur le fond de l'intercommunalité imposée, droite et PS sont en effet d'accord. Seuls quelques élus locaux râlent quand ils sentent que leurs électeurs renâclent.

Pascale Semet est intervenue sur la question des portiques dans les lycées. Elle a déclaré : «*des portiques dans les lycées étaient une des mesures phares annoncées par Laurent Wauquiez en début de mandature. Aujourd'hui, ceux-ci se transforment en simples tourniquets.*

Dans les lycées pressentis comme laboratoires de cette installation, la fronde commence à s'organiser, menée par parents d'élèves et lycéens. Certains proviseurs émettent aussi de gros doutes sur l'efficacité de ces dispositifs soi-disant de sécurité.

Lorsque le pragmatisme rattrape la démagogie, les portiques de sécurité se transforment en tourniquets… ».

Notons encore les interventions de François Jacquart, Boris Bouchet, Raphaël Debû et Catherine Fromage. Nous y reviendrons.

Chambéry

La mobilisation ne faiblit pas pour obtenir le maintien du centre funéraire en régie publique

Nos lecteurs le savent, la municipalité Dantin veut créer une société d'économie mixte (*une SEM*) et effectuer une délégation de service public pour donner la gestion du centre funéraire au privé. Dans un tract clair et documenté, l'association «*Chambéry Cap à gauche*» décrypte les tenants et aboutissants de l'opération.

L'association écrit : «*Une SEM relève de la comptabilité commerciale. Sa gestion comptable et financière est très éloignée des règles d'un service public. Elle est soumise à l'impôt sur les sociétés et ses excédents ne profitent pas à la collectivité*».

«*Chambéry Cap à gauche*» s'interroge donc : «*Pourquoi la municipalité ne privilégie-t-elle pas un transfert de l'activité à l'agglomération de Chambéry, la création d'un syndicat de communes lui permettant à la fois d'élargir son périmètre d'intervention et de conserver une maîtrise publique ?*». La question est d'autant plus pertinente que le rapport de la Chambre régionale des Comptes affirme que «*la maîtrise publique par la collectivité est une garantie de bonne gestion des fonds publics*».

Le choix de Michel Dantin de privatiser le centre funéraire est donc purement un choix idéologique répondant, de plus, aux souhaits de ses amis bien argentés, à leurs appétits, devrait-on dire. Car le centre funéraire de Chambéry connaît un excédent financier de clôture en continuelle augmentation (***447 133*** *• en 2011,* ***777 432*** *• en 2012, très légèrement moins en 2013, mais* ***1 099 785*** *• en 2014, et* ***1 571 563*** *• en 2015 !*). Cette réalité n'a pas dû échapper aux éventuels investisseurs privés… Le désintéressement n'est pas leur tasse de thé.

Le centre funéraire de Chambéry

Les indéniables atouts de la gestion publique

Au contraire de la privatisation, la gestion du centre funéraire en régie directe (*publique*) présente de vrais atouts pour la population et ses salariés. Il y a d'abord la qualité du service, due au fait que l'intérêt général est le critère premier de cette gestion. Ensuite, comme il n'y a pas à rémunérer des investisseurs privés, les excédents de fonctionnement dégagés permettent d'effectuer les investissements nécessaires. Enfin les personnels conservent leur statut de fonctionnaires territoriaux.

«*Chambéry Cap à gauche*» entend mobiliser les Chambériens sur cette question. Participant pleinement à cette mobilisation, les communistes s'emploient à lui donner toute la force nécessaire. Michel Dantin n'a pas partie gagnée, bien au contraire, car les explications données et répétées par les progressistes sont de plus en plus écoutées par la population.

Savoie

Le Modef 73 refuse la mort du monde rural

Le Modef est le syndicat de défense de l'agriculture familiale. Il a publié un communiqué pour dénoncer «*le mal réel qui touche l'agriculture, l'ultralibéralisme*». Il écrit : «*Le Modef refuse de laisser le système libéral détruire le monde rural en tuant les exploitations familiales par une course aux prix bas qui n'aura pas de fin*».

Il demande la mise en place de prix rémunérateurs garantis par l'Etat, afin que des exploitations à taille humaine puissent tirer un revenu de leur travail. Il veut un foncier accessible et encadré pour favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs. Pour le syndicat agricole, «*il faut donner aux SAFER les moyens d'être réellement indépendantes et permettre aux collectivités territoriales d'acquérir du foncier agricole en vue d'installer de nouveaux agriculteurs*». Enfin une aide pour compléter le revenu serait nécessaire durant 5 ans pour permettre aux nouveaux installés de lancer leur exploitation.

Petit Coeur

Riche débat lors de la réunion publique du PCF

Il y avait une bonne vingtaine de personnes à la rencontre publique organisée par le PCF à Petit-Cœur (*une adhésion a été réalisée suite au débat*).

Le secrétaire de la section présenta les choses en décryptant l'avant projet de loi sur le code du travail, avant d'aborder la question des primaires.

La loi El Khomri, ou la casse du code du travail

Montrant que le projet de la nouvelle ministre du Travail détruisait le processus d'avancées sociales entamé il y a 150 ans pour protéger les travailleurs de la brutalité du capitalisme, Alain Dupenloup détailla les propositions du projet. Il s'agit d'individualiser au maximum le rapport entre l'ouvrier et le patron (*le pot de terre se retrouvant seul face au pot de fer*), un simple accord d'entreprise permettant de baisser les rémunérations et de moduler le temps de travail. Le recours au référendum patronal doit venir à bout des résistances syndicales, et le rejet de l'accord d'entreprise par un salarié récalcitrant pourra se traduire par son licenciement pour «*cause réelle et sérieuse*». Bref, pour les communistes, le projet n'est pas amendable et doit être retiré. La force des manifestations qui l'exigent contraint le gouvernement à manœuvrer. La vigilance s'impose.

Et les primaires à gauche ?

La volonté première du gouvernement d'imposer la loi El Khomri par le recours au 49/3 montre l'absolue nécessité de favoriser l'émergence du rassemblement des forces d'alternative. Et, si l'idée de primaires n'est pas venue du PCF (*Ce n'est pas notre culture*), nous sommes preneurs de tout ce qui peut faciliter ce rassemblement, nous cherchons à provoquer le débat, sachant que la construction d'un projet commun prime sur la candidature à l'élection présidentielle, et que celle-ci ne peut pas être issue des tenants de la politique actuelle.

De nombreuses interventions lors du débat

Le débat d'une heure et demie qui a suivi a connu de nombreuses interventions. Nous donnons ci-dessous, un peu en vrac, une partie des idées exprimées.

Une réticence notable s'est exprimée, et à l'encontre de la présidentielle, et à l'encontre des primaires. La crainte d'être piégés est présente : le présidentialisme, ce n'est pas «*notre truc*», et il faut essayer de contourner la difficulté par le travail sur le programme et en liant élections présidentielle et législatives. Pour plusieurs participants, il ne faut pas perdre du temps sur les primaires et réfléchir aux propositions, mettre en avant nos idées sans en rabattre pour favoriser tel ou tel rassemblement.

Des échanges ont eu lieu sur la proportionnelle et le Front national, tout le monde s'accordant sur la nécessité de faire reculer l'influence de ce parti raciste, mais divergeant parfois sur la stratégie à mettre en œuvre pour y parvenir.

Au cours des discussions, des propositions nouvelles et des analyses personnelles ont été avancées. On a pointé le rôle négatif des médias. On s'est posé des questions : comment contrôler le respect des promesses par le futur élu (*s'il en a fait, bien sûr*) ? Quelle structure de contrôle pourrait être mise en place ? On a affirmé son point de vue. «*Jean-Luc Mélenchon rejette les partis, ça interroge*» - «*Nicolas Sarkozy n'aurait pas fait pire que ce que fait le gouvernement actuel*» - «*Il faut redonner toute sa place à l'Education nationale dans le futur projet*» - «*Et n'oublions pas l'Europe !*».

Un bon débat, donc, fraternel et positif, qui s'est terminé par un excellent couscous. A refaire.

Chambéry

Le 10 mars, 500 manifestants pour les retraites

Les organisations syndicales de retraités ont bien mobilisé pour le 10 mars, 500 manifestants se retrouvant à Chambéry. Cette initiative faisait partie d'une journée nationale d'action destinée à faire avancer les revendications des retraités, journée nationale précédée, l'an passé, de nombreuses mobilisations.

Et ces revendications sont nombreuses et justifiées. CGT, FSU et Solidaires notaient déjà, fin 2015, «*une exaspération grandissante face à une situation économique et sociale qui ne cesse de se dégrader*». Le moins qu'on puisse dire est que les choses ne se sont pas améliorées ! «*On touche des clopinettes*», scande un retraité dans la manifestation parisienne. Et ce n'est pas «*la royale augmentation de 0,1% des retraites concédée par le gouvernement en octobre 2015*» qui a amélioré les choses : il y a une régression du pouvoir d'achat des retraités !

La CGT demande donc l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités par un rattrapage immédiat de 300 euros par mois, l'indexation des pensions sur l'évolution du salaire moyen, et non sur les prix, aucune pension inférieure au Smic pour une carrière complète et le retour à une revalorisation annuelle des pensions au 1er janvier de l'année prenant en compte l'évolution des salaires.

Car il faut savoir que, fin 2012, selon l'INSEE, près d'un quart des retraités percevaient moins de 800 euros !

Chambéry

Au moins 3 500 manifestants contre la casse du code du travail !

La manifestation du 9 mars à Chambéry a été un succès, au moins 3 500 participants (*500 000 en France*). Pour les anciens, cela rappelait la lutte pour les retraites en 1995, ou la bataille contre le CPE. L'avant-projet de loi El Khomri rassemble, ça c'est sûr…

Devant, en tête de manifestation, il y avait les jeunes lycéens et étudiants, en pleine forme revendicative. Combien étaient-ils ? 300, 400, c'est difficile à dire vu qu'ils avancent en rangs compressés… Mais ils avaient «*la pêche*» ! Derrière, il y avait du monde, beaucoup de monde avec les syndicats. Ils étaient venus des usines de Tarentaise, de Carbone Savoie, de La Bâthie, ils étaient venus de Maurienne, ils étaient descendus des stations de ski, personnel des remontées mécaniques, ils étaient sortis des bureaux, ils étaient de La Poste ou du rail, ils étaient la Savoie véritable, celle du travail et de la culture.

C'est parce que les manifestations ont été réussies, partout en France, que le gouvernement manœuvre et tente de diviser le mouvement en s'appuyant sur les syndicats les plus «*compréhensifs*» à son égard. Mais la lutte pourrait bien gagner en ampleur. Les ministres El Khomri et Manuel Valls ne seraient pas les premiers à devoir faire marche arrière. «*Ce n'est qu'un début, continuons le combat*» !

Carbone Savoie dans la manif'

Aix les Bains

L'opposition « Unis et citoyens pour Aix » exige un débat public sur la réhabilitation des anciens thermes

Le projet de réhabilitation des anciens thermes d'Aix-Les-Bains avance, Bouygues Immobilier ayant présenté une étude de faisabilité. La société Bouygues n'étant pas réputée pour son altruisme, l'affaire doit être intéressante. D'ailleurs l'opposition municipale de la gauche alternative n'a pas mâché ses mots. Elus de la liste «*Unis et citoyens pour Aix*», Dominique Fié et Fabrice Maucci ont déclaré : «*Les promoteurs en rêvaient depuis longtemps, et Dominique Dord s'apprête à leur permettre de réaliser une grosse opération commerciale*».

Le groupe Bouygues – SAS veut racheter la totalité du site en juin. Ce n'est sûrement pas pour faire du social. Pour Dominique Fié et Fabrice Maucci, «*loin d'une simple rénovation des bâtiments, le projet de Bouygues-SAS consiste principalement en une juteuse réalisation d'appartements de luxe accompagnés de bureaux et d'activités commerciales, avec deux immenses tours dominant la ville*». De nombreux internautes ont estimé que cela allait défigurer le centre-ville. D'autres craignent de voir le centre-ville réservé aux catégories sociales aisées.

De plus, pour les deux élus progressistes, « *la commune devra prendre en charge certains coûts non négligeables, comme la dépollution de la tour Mabileau, les réseaux de fluides, le transfert de l'école Pierrefitte. Il s'agit d'une privatisation du patrimoine transféré par l'Etat à la ville, au bénéfice de quelques centaines de privilégiés* ».

Notant qu'il n'y a eu aucune concertation sur le devenir des thermes, estimant que quatre années ont été perdues, Dominique Fié et Fabrice Maucci souhaitent «*un grand débat public avec les habitants pour recueillir leurs avis et leurs propositions*».

Pour eux, et les communistes partagent leur sentiment, «*les anciens thermes appartiennent à l'histoire de la ville, ils ne doivent pas être l'objet d'une spéculation financière*». D'autres options sont d'ailleurs possibles et devraient être soumises à un débat public, visant à faire des thermes «*un lieu public ouvert à tous, à vocation culturelle, d'accueil et d'animations*».

Dominique Dord est un maire de droite (*il a été trésorier national de l'UMP et s'affiche au sein du parti Les Républicains*), ultra-libéral, lié à des puissants groupes auxquels il ne peut certainement pas refuser grand-chose. Ce sont ses amis, c'est son idéologie, il n'est pas question d'essayer de le «*convaincre*», seule la mobilisation citoyenne peut le faire changer d'avis.